

LIBRARY  
INTERNATIONAL REFERENCE CENTRE  
FOR COMMUNITY WATER SUPPLY AND  
SANITATION PROJ.

# APPROVISIONNEMENT PUBLIC EN EAU ET ASSAINISSEMENT

TABLE RONDE INTER-INSTITUTIONS SUR  
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET  
L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE  
Brazzaville, 15-18 Décembre 1987

RAPPORT D'UNE REUNION DES REPRESENTANTS  
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT  
DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE  
DE LA BANQUE MONDIALE  
ET DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE

DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE, GENEVE, 1988



71WHO 87-  
5456

WHO/CWS/88.1

ORIGINAL : ANGLAIS  
DISTRIBUTION LIMITEE

DECENNIE INTERNATIONALE DE L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT

TABLE RONDE INTER-INSTITUTIONS SUR  
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN AFRIQUE

Brazzaville, 15-18 décembre 1987

Rapport d'une réunion des Représentants  
du Programme des Nations Unies pour le Développement  
du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance  
de la Banque mondiale  
et de l'Organisation mondiale de la Santé

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE  
GENEVE

Mai 1988

LIBRARY, INTERNATIONAL REFERENCE  
CENTRE FOR COMMUNITY WATER SUPPLY  
AND SANITATION (IRC)  
P.O. Box 93190, 2309 AD The Hague  
Tel. (070) 814911 ext. 141/142

RN: ISN 5456

LO: 71 WHO87

## TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
DECLARATION DE LA TABLE RONDE .....	ii
RESUME DES RECOMMANDATIONS .....	iv
RAPPORT DE LA TABLE RONDE .....	1
1. INTRODUCTION .....	1
2. OUVERTURE DE LA REUNION .....	2
3. METHODE DE TRAVAIL .....	3
4. CHOIX DE POLITIQUES, ACTIVITES ET RESSOURCES A DISPOSITION DES INSTITUTIONS PARTICIPANTES .....	3
5. RESUME DES PROBLEMES DU SECTEUR QUI DOIVENT ETRE SURMONTES .....	6
6. EXEMPLES DE COOPERATION SECTORIELLE EN COURS ENTRE LES INSTITUTIONS .....	6
7. CLOTURE DE LA REUNION .....	7
ANNEXES	
1. Liste des participants .....	8
2. Allocution d'ouverture du Directeur régional .....	9
3. Programme de travail .....	11
4. Cadre d'une coopération inter-institutions en Afrique orientale et australe .....	13
5. Cadre d'une coopération inter-institutions en Afrique occidentale et centrale .....	18
6. Problèmes du secteur à surmonter .....	22
7. Exemples de coopération du secteur .....	25
8. Documents de référence de la réunion .....	29

## DECLARATION DE LA TABLE RONDE

La Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (1981-1990), est une préoccupation majeure de quatre institutions de la famille des Nations Unies : le PNUD, le FISE, l'OMS et la Banque mondiale. Les directeurs responsables de cette activité dans ces quatre organisations se sont réunis du 15 au 18 décembre 1987 au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique. Cette réunion inter-institutions se situait dans le droit fil de la consultation des institutions de soutien externe qui s'est tenue en octobre 1987 à Interlaken. Cette consultation avait proposé l'élaboration d'un accord cadre auquel participeraient les organismes d'assistance bilatérale et multilatérale, les institutions du système des Nations Unies et les ONG afin de mieux coordonner les activités et de mieux définir la stratégie pour le reste de la Décennie et au-delà. La clef de voûte de ce nouveau cadre doit être une collaboration étroite et permanente entre le PNUD, le FISE, l'OMS et la Banque mondiale.

En gardant à l'esprit la priorité qui a été accordée à l'Afrique lors de la consultation d'Interlaken, la première réunion inter-institutions de suivi a porté sur la Région africaine. Des responsables de haut niveau appartenant aux quatre institutions y ont assisté. Ces responsables ont pu :

- confronter leurs politiques, discuter de leurs préoccupations particulières et des approches qu'ils se proposent d'adopter pour résoudre les problèmes de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en Afrique;
- examiner collectivement leurs activités présentes et futures dans les pays de la Région;
- convenir d'une action conjointe pour un certain nombre de cas particuliers dans plusieurs pays; et,
- mettre au point des procédures qui permettront des consultations régulières et une collaboration soutenue aux niveaux sous-régional et national.

Après consultation des pays concernés, les activités convenues seront lancées et incorporées aux programmes de travail des quatre organisations pour une mise en oeuvre au cours des prochains mois.

Le succès de la réunion inter-institutions de Brazzaville reflète la détermination du PNUD, du FISE, de l'OMS et de la Banque mondiale de renforcer leur collaboration dans le cadre de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement, avec deux objectifs en vue : le premier est de valoriser leurs contributions respectives et de tirer profit des avantages des uns par rapport aux autres pour appuyer les efforts de développement des pays membres; l'autre objectif consiste à mettre en place un mécanisme de coordination plus efficace grâce auquel les programmes et les intérêts des organismes d'assistance bilatérale, des institutions régionales de développement et autres organisations internationales et non gouvernementales, pourront être conduits et harmonisés.

Il a été convenu au cours de la réunion qu'il devrait y avoir un échange de vues dans le même esprit de coopération au fur et à mesure que de nouvelles initiatives seront prises et qu'une série de réunions de suivi devrait avoir lieu en Afrique. La première de ces réunions est prévue provisoirement à Harare, Zimbabwe, pour les pays d'Afrique de l'est et d'Afrique australe en 1988. Des réunions seront également organisées dans d'autres régions en 1988.

La réunion inter-institutions de Brazzaville est en conséquence l'aboutissement d'une longue suite d'efforts déployés conjointement pour appuyer la Décennie. La première réunion avec les donateurs bilatéraux à Königswinter en 1984 avait été suivie par la réunion de haut niveau OCDE/DAC en 1985 et par une suite de réunions auxquelles ont participé les gouvernements des pays en développement et les institutions régionales de développement en 1985 et 1986. Ces réunions ont débouché directement sur la consultation d'Interlaken en 1987. En même temps, l'action du Comité Directeur Inter-institutions de la famille des Nations Unies pour l'Action Coopérative dans le cadre de la Décennie a été complétée en 1987 par une série de consultations périodiques entre le PNUD, le FISE, l'OMS et la Banque mondiale. Toutefois, à certains égards, la réunion inter-institutions de Brazzaville est un premier pas dans une nouvelle direction qui permettra une meilleure intégration des différentes composantes du programme de la Décennie, des pouvoirs de gestion décentralisée et de ce fait, elle offrira de nouvelles occasions d'assurer une collaboration plus étroite et plus efficace là où elle est nécessaire, c'est-à-dire aux niveaux des communautés, des districts et des pays.

## RESUME DES RECOMMANDATIONS

### A. Base de la politique

Les participants à la réunion ont discuté les principes de base sur lesquels pouvait s'établir une meilleure coopération inter-institutions. Ils ont évidemment reconnu que chacune des organisations en cause était tenue de respecter ses propres règlements et pratiques mais ils ont exprimé l'espoir que ces pratiques puissent être appliquées avec une certaine souplesse pour tout ce qui a trait à l'échange d'information, aux plans de travail, aux préavis concernant les missions, aux copies des rapports et à la correspondance pertinente. Toutes les institutions sont convenues que les communications sur des activités techniques acceptées pouvaient être échangées directement entre les parties concernées mais que dans tous les cas, les sièges administratifs seraient tenus au courant par le biais des copies de lettres ou de télex. De même, les représentants des différents organismes dans les pays seront également tenus informés des activités ou missions, prévues ou en cours, dans les domaines relevant de leur compétence.

Il conviendra d'utiliser au mieux le cadre adopté pour instaurer cette collaboration, depuis le Comité Directeur Interagences pour l'Action de coopération au cours de la Décennie au niveau mondial jusqu'aux équipes de soutien technique (EST) et comités nationaux d'action (CNA) au niveau des pays, là où ces derniers existent. En outre, la suggestion selon laquelle il fallait offrir aux représentants de haut niveau des quatre institutions, à savoir le PNUD, le FISE, l'OMS et la Banque mondiale, la possibilité de se réunir deux fois l'an a été appuyée.

Les participants ont souligné une fois de plus le rôle clé des Représentants résidents du PNUD au niveau des pays ainsi que l'importance qu'il y a à ce que les institutions les tiennent informées de leurs plans et activités.

Il a été convenu que les institutions soumettront le rapport de la table ronde de Brazzaville à leurs représentants dans les pays sous couvert d'une lettre qui soulignera la responsabilité du personnel dans les pays pour ce qui est de la suite à donner aux accords qui ont été conclus aux niveaux mondial/régional en ce qui concerne la collaboration inter-institutions.

Il n'est pas réaliste d'institutionnaliser les dispositions prises en matière de collaboration mais il faut que ces dispositions fassent l'objet d'une surveillance continue afin que les bonnes intentions ne demeurent pas lettres mortes. Il a été convenu que le coordonnateur OMS/PNUD pour la Décennie, à savoir M. A. Rotival, se verrait confier la surveillance de ce processus de suivi.

La réunion a pris note du projet OMS sur les activités de coordination de la Décennie qui doivent être financées par le PNUD et qui permettront d'assurer une plus grande latitude dans la façon dont le personnel peut être détaché pour mener les activités exécutées conjointement dans un cadre inter-régional et inter-disciplinaire.

## B. Résumé des recommandations de l'Afrique orientale et de l'Afrique australe

Le groupe de travail chargé des pays regroupés de façon assez disparate comme appartenant sur le plan géographique à l'Afrique de l'Est et à l'Afrique australe, a passé en revue les activités présentes et futures menées dans ces pays par les diverses institutions. Le groupe a estimé que, bien que plusieurs organismes extérieurs de soutien oeuvrent dans bon nombre de ces pays, la réunion devait se limiter à une analyse de leurs apports ou de leurs plans. Après discussion et après avoir reconnu que des activités de coopération étaient activement menées dans un grand nombre de pays d'Afrique orientale et d'Afrique australe, les membres du groupe ont décidé de ne retenir dans un premier temps pour étude que les pays où les efforts déployés et les activités en cours laissent penser que la mise en oeuvre conjointe des projets se révélera fructueuse. Ces pays sont : l'Ethiopie, le Kenya, le Soudan\*, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

Les conclusions détaillées du groupe de travail figurent à l'Annexe 4. Toute une gamme de secteurs d'activités a été recensée pour examen immédiat par les institutions concernées. Parmi ces secteurs, citons :

- planification de la stratégie du secteur;
- mobilisation des personnels et des ressources;
- planification des investissements;
- mise en oeuvre des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale avec comme composantes l'éducation pour la santé et les approches à faible coût.

## C. Résumé des recommandations pour l'Afrique occidentale et centrale

Tout comme pour le groupe de travail décrit plus haut, les pays d'Afrique occidentale et centrale choisis parmi les pays situés dans cette zone géographique et considérés comme appropriés pour une planification initiale conjointe de la coordination des activités sont les suivants : Angola, Congo, Ghana, Guinée, Mauritanie, Niger, Nigeria et Zaïre.

Les conclusions détaillées du groupe de travail pour ce qui est de ces pays figurent à l'Annexe 5.

La même approche a été adoptée en ce qui concerne le rôle des institutions extérieures de soutien dans le secteur eau et assainissement au niveau des pays. Bien qu'on ait noté leur présence dans certains cas, rien n'a été fait pour analyser ou cataloguer leurs apports.

---

\* En ce qui concerne l'OMS, le Soudan relève du Bureau régional de la Méditerranée orientale (EMRO), à Alexandrie.

Parmi les domaines retenus pour faire immédiatement l'objet d'activités conjointes de coopération, citons :

- développement des ressources humaines;
- promotion de la participation communautaire et éducation pour la santé;
- examen de plans directeurs du secteur;
- formulation de plans de mise en oeuvre;
- appui à la préparation des réunions consultatives de la Décennie;
- activités de suivi après ces réunions.

## RAPPORT DE LA TABLE RONDE

### 1. INTRODUCTION

#### 1.1 Historique

La coopération inter-institutions entre les membres du système des Nations Unies s'est beaucoup améliorée au cours de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement - 1981-1990. Toutefois, il est possible d'améliorer encore la coopération, tant au niveau des pays qu'au niveau régional, entre les institutions en cause.

Au début de 1987, le Dr G. L. Monekosso, Directeur régional du Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique et le Dr Kreisel, Directeur, Division de l'Hygiène du Milieu à l'OMS, ont convenu d'organiser une consultation à Brazzaville avec les équipes de développement sectoriel de la Banque mondiale basées à Abidjan et à Nairobi, afin d'améliorer la coordination des activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement en Afrique.

A la suite de la consultation d'Interlaken en octobre 1987, il a été convenu d'élargir le cadre de la réunion en faisant appel aux Représentants du PNUD et du FISE, ceci afin d'assurer la participation des quatre principales institutions des Nations Unies actives dans ce secteur, pour renforcer leur collaboration pendant la dernière partie de la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement et pour jeter les bases d'une coopération solide pour les actions qui seront menées conjointement après la Décennie.

L'Afrique a été retenue pour cet effort particulier de la coopération parce que :

- les ressources y sont rares et il convient d'utiliser efficacement les ressources limitées disponibles;
- les institutions nationales du secteur ont tendance à être faibles et les stratégies et les plans pour le développement du secteur laissent à désirer et leur permanence peut être mise en doute;
- la couverture des services, leur fonctionnement et l'utilisation des infrastructures est moins bonne que dans la plupart des autres Régions;
- des équipes de développement sectoriel de la Banque mondiale ont été mises en place en Afrique orientale et occidentale;
- le FISE a apporté une contribution importante aux programmes nationaux d'Afrique;
- l'OMS est en train d'élaborer de nouvelles stratégies pour le développement du secteur par le biais des activités de soins de santé primaires au niveau du district;
- les organismes multilatéraux concernés sont convenus de déployer des efforts concertés pour améliorer la coordination entre eux aux niveaux des pays et de la Région.

## 1.2 Objectifs et espérances

L'objectif de la table ronde était que les quatre institutions recensent les moyens et les mécanismes permettant d'améliorer la coordination et de mener des actions conjointes au niveau inter-pays et dans certains pays.

La coopération dans le domaine de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement après la Décennie avait été discutée entre les 23 institutions de soutien extérieur lors de la consultation internationale d'Interlaken en octobre 1987. On s'était alors promis de renforcer la collaboration entre les organismes internationaux par de nouvelles initiatives spécifiques avant la fin du mois de mars 1988. Cette réunion de Brazzaville est un pas important vers la concrétisation de ces intentions et les travaux de la réunion doivent déboucher sur un plan relativement détaillé qui permettra d'associer les apports des institutions participant à la table ronde. Les réunions sous-régionales auxquelles seront représentés les gouvernements concernés suivront probablement pour préciser les plans et pour faire en sorte que les intentions soient traduites dans les faits.

Le PNUD a récemment signé des accords avec la Banque mondiale sur l'extension et le renforcement des programmes PNUD/Banque mondiale pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Le programme a traversé avec succès une phase de recherche et de développement et il s'efforce maintenant de diffuser plus largement la technologie mise au point et appuie les programmes de mise en oeuvre sur une plus grande échelle.

Un autre accord est sur le point d'être signé entre le PNUD et l'OMS pour intensifier les efforts que déploie l'OMS pour coopérer avec les autres institutions et pour mobiliser les ressources de l'OMS aux niveaux des pays, de la Région et du Siège d'une façon moins rigide.

Un autre espoir que l'on fonde sur la réunion est que les liens entre les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement ainsi que les autres composantes sanitaires des soins de santé primaires soient resserrés et que ces plans soient élaborés pour réduire la morbidité imputable aux maladies transmissibles y compris celles provoquées par le ver de Guinée.

## 1.3 Participants

Parmi les participants énumérés à l'Annexe 1, citons les représentants de la Banque mondiale de Washington et des équipes de développement sectoriel de la Banque mondiale basées à Abidjan et Nairobi, le Coordonnateur du PNUD/OMS pour la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement à Genève, les représentants du FISE de New-York et du Bureau régional du FISE à Abidjan, le personnel de l'OMS au niveau des pays, les Bureaux sous-régionaux, le Bureau régional pour l'Afrique et le Siège à Genève. Les représentants du service de l'Hygiène du Milieu de l'OMS des Bureaux régionaux pour les Amériques et l'Asie du Sud-Est ont participé en qualité d'observateurs.

## 2. OUVERTURE DE LA REUNION

La réunion a été ouverte par le Dr G. L. Monekosso, Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

Dans son allocution d'ouverture (voir Annexe 2), le Dr Monekosso a souligné l'importance de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement en tant que composantes des soins de santé primaires. L'objectif de la santé

pour tous d'ici l'an 2000 ne peut être atteint si les populations ne disposent pas de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement adéquats. Malgré les efforts sincères déployés par les gouvernements des pays africains avec l'appui de la Banque mondiale, du FISE, du PNUD, de l'OMS et des autres organismes de soutien extérieur au cours de la Décennie, il reste encore un long chemin à parcourir pour atteindre cet objectif. Le climat économique difficile que connaît la Région signifie que les ressources disponibles limitées pour le secteur devront être utilisées au mieux, ce qui nécessite une collaboration étroite entre les organismes de soutien extérieur et les gouvernements.

Les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement de la Région africaine ont été intégrés dans les approches des soins de santé primaires et de nouvelles stratégies ont été mises au point, l'accent étant mis au niveau du district par le biais des équipes inter-pays de développement sanitaire des trois sous-régions.

Le Directeur régional a encouragé des discussions franches entre les institutions participantes de façon à donner de nouvelles orientations qui assureront une meilleure coopération inter-institutions au cours des années à venir.

### 3. METHODE DE TRAVAIL

La réunion a été présidée par le Dr P. O. Chuke, Directeur de Programme, Protection et Promotion de la Santé.

Le programme de travail de la réunion a été discuté, amendé et adopté (voir Annexe 3).

Les politiques, activités, ressources et contraintes ont été présentées par les institutions participantes pendant les séances plénières au cours desquelles ont été exposés les espérances et les problèmes du secteur. Des recommandations relatives à des actions de coopération au niveau des pays et au niveau inter-pays ont également été faites par les trois groupes de travail.

### 4. CHOIX DE POLITIQUES, ACTIVITES ET RESSOURCES A DISPOSITION DES INSTITUTIONS PARTICIPANTES

#### Banque mondiale

La Banque mondiale avait créé un service chargé de la préparation des projets en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest à Nairobi et à Abidjan en 1983 avec l'appui financier du PNUD et, en 1985 ce service a été transformé en une équipe de développement sectoriel. Comme l'optique du programme de la Décennie PNUD/Banque mondiale a changé et que ce dernier vise une diffusion sur une grande échelle, le rôle des équipes et leurs responsabilités est maintenant en pleine évolution. Dorénavant, ces équipes fourniront un appui à toutes les composantes du programme dans les Régions respectives et seront connues sous le nom d'Equipes de l'eau et de l'assainissement. Le nombre des membres de l'équipe augmentera et passera à environ 10 personnes, en faisant appel au soutien du PNUD, des organisations internationales et bilatérales. Le nouveau personnel viendra d'horizons divers pour faire en sorte que chaque équipe associe les disciplines techniques, financières/économiques, et sociales.

L'orientation de la politique et l'appui technique seront donnés par le Siège de la Banque mondiale. Mais les équipes jouiront d'une autonomie

considérable en matière de gestion de façon à encourager une coordination efficace entre les institutions fournissant une assistance au niveau local et afin que le programme jouisse d'une grande latitude pour faire face aux fluctuations de la situation.

A l'heure actuelle, l'équipe de l'Afrique de l'Est exerce ses activités dans dix pays tandis que celle de l'Afrique occidentale et centrale mène des activités dans vingt pays. Certaines de ces activités sont relativement modestes et elles le demeureront pendant un certain temps. Les équipes desservent la Région toute entière. La plupart des efforts porteront au départ sur un nombre relativement restreint de pays, peut-être trois ou quatre en Afrique de l'Est et quatre ou cinq en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Les leçons que l'on pourra tirer de ces programmes nationaux dans les pays retenus devraient permettre d'élargir la couverture du programme au cours des années à venir et d'accroître son efficacité.

### FISE

Le développement de l'approvisionnement en eau en zone rurale a été parmi les programmes prioritaires du FISE depuis la création de l'Organisation. L'importance de meilleurs services d'approvisionnement en eau et d'assainissement en tant que composantes de la santé infantile est bien connue du FISE. La part de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les dépenses totales que le FISE consacre à ce programme est passé de 3 % à environ 20 % avec un niveau de dépenses annuelles d'environ US \$60 millions à l'heure actuelle.

Le FISE fournit un appui aux activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans quarante pays d'Afrique, ce qui représente environ US \$20 millions par an. Le programme porte surtout sur l'approvisionnement en eau en zone rurale et on note une tendance à augmenter les allocations de fonds pour l'assainissement dans les zones urbaines défavorisées. Sur un total de quelques 4000 personnes que compte le FISE, 150 participent aux programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Le nombre de membres du personnel sur le terrain en Afrique de l'Ouest s'élève à 30 et à 15 en Afrique orientale.

Le programme qui a connu le plus grand succès grâce à la coopération du FISE se trouve au Nigéria où un programme intégré d'approvisionnement en eau et d'assainissement et d'éducation pour la santé a été lancé dans l'Etat d'Imo en 1981. D'autres composantes des soins de santé primaires ont été incorporées et le programme s'est étendu à d'autres Etats. Le programme est devenu un programme fédéral et il bénéficie d'un financement externe complémentaire assuré par la Banque mondiale par le biais de banques privées du Nigéria.

La coordination avec les autres organismes internationaux s'est beaucoup améliorée au fil des ans et on note un nombre toujours plus grand d'exemples de bonne coopération au niveau des pays. Les problèmes liés à la technologie à faible coût ont été surmontés dans une large mesure mais il convient maintenant de mettre au point les composantes du "logiciel", d'établir des liens plus étroits avec les SSP et les interventions apparentées à la santé, ainsi qu'avec le développement socioéconomique y compris le progrès des femmes, grâce à leur pleine participation aux projets. Reconnaissant l'importance de la diffusion de l'information en tant que partie essentielle des activités au niveau central, les participants ont regretté que le bulletin d'information intitulé "From the UNICEF Waterfront" n'ait pas été publié au cours de ces 18 derniers mois. On espère donner un nouvel élan à ce bulletin d'information grâce à la collaboration des trois autres institutions représentées à la réunion.

Une des autres préoccupations en ce qui concerne la gestion interne du programme est la pénurie de personnel au niveau central.

#### OMS

Environ US \$3,4 millions soit 6,7 % des crédits budgétaires du biennium (1988-1989) d'AFRO sont alloués aux programmes de salubrité de l'environnement dans les Etats Membres. Quelque US \$3,2 millions de cette somme sont consacrés à l'approvisionnement public en eau et à l'assainissement.

Le personnel chargé de la salubrité de l'environnement dans la Région s'élève à 18 dont deux au Bureau régional, un dans chacun des trois Bureaux sous-régionaux et 12 au niveau des pays.

Un projet interpays pour l'approvisionnement en eau des collectivités et l'assainissement (ICP/CWS/002) a été lancé en 1979 avec trois ingénieurs sanitaires au titre du budget ordinaire de l'OMS. En 1983, le PNUD a fourni des crédits pour financer trois ingénieurs sanitaires complémentaires et un analyste financier dans le cadre du même projet. Toutefois, l'appui du PNUD s'est terminé en 1985. En 1986, ICP/CWS/002 s'est vu donner une nouvelle orientation lorsqu'on l'a intégré dans les équipes inter-pays de développement sanitaire de l'OMS nouvellement créées. Les activités du programme de salubrité de l'environnement portent sur la sécurité alimentaire, la gestion des déchets solides et l'habitat en zones rurales et urbaine, outre l'approvisionnement en eau et l'assainissement, avec une intégration dans les programmes de soins de santé primaires. L'accent mis sur les équipes multidisciplinaires vise à aider les Etats Membres à mettre en place des services de santé au niveau du district. Il s'agit d'une approche qui est de plus en plus adoptée par les gouvernements.

Les ateliers interpays sur la surveillance de la qualité de l'eau et la mise en place d'un système d'information ont été organisés avec l'appui du Siège de l'OMS et des organismes extérieurs.

Le Siège de l'OMS est sur le point de conclure un accord de projet avec le PNUD ce qui améliorera l'appui que le personnel de l'Hygiène du Milieu au Siège et peut-être également le personnel appartenant à d'autres programmes fournissent aux Sous-Régions. Des ressources seront également disponibles pour certains déplacements entre les pays pour le personnel chargé des opérations. Une activité importante est prévue dans ce projet pour améliorer la coordination au niveau des pays entre les institutions extérieures de soutien extérieur et l'organisation des réunions consultatives de la Décennie.

#### PNUD/PROWESS

Au nom de Mme Siri Melchior, Directrice du projet mondial du PNUD sur la promotion du rôle des femmes dans les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement (PROWESS), M. Rotival a fait état des progrès qui ont été réalisés jusqu'à présent.

Le projet est mis en oeuvre en étroite collaboration avec la Banque mondiale et il doit fournir un appui aux équipes de développement sectoriel. Le projet mène également des activités conjointes avec le FISE et l'OMS et des activités sont en cours au Kenya, au Lesotho, au Rwanda, au Soudan, en Zambie et au Zimbabwe.

Il est possible d'inclure d'autres pays d'Afrique de l'Ouest et on note une volonté évidente de fournir un appui opérationnel aux programmes de soutien au niveau du district.

#### 5. RESUME DES PROBLEMES DU SECTEUR QUI DOIVENT ETRE SURMONTES

Les représentants des institutions participantes ont été priés de recenser les problèmes sectoriels prioritaires qu'ils aident les gouvernements à résoudre.

Une analyse de l'information fournie a révélé qu'une priorité élevée était accordée aux problèmes suivants par toutes les institutions :

- i) structures de planification nationale qui laissent à désirer;
- ii) coordination médiocre des activités des institutions de soutien extérieures;
- iii) participation insuffisante des collectivités;
- iv) formation pratique inadéquate;
- v) intégration insuffisante dans les programmes de santé;
- vi) manque d'attention aux taudis urbains;
- vii) attention insuffisante au rôle important des femmes.

Les problèmes suivants ont également été soulignés, en particulier par les représentants du FISE et de l'OMS :

- i) absence de surveillance continue et d'évaluation;
- ii) décentralisation insuffisante;
- iii) attention insuffisante à l'assainissement en milieu rural.

L'Annexe 6 décrit de façon sommaire la nature des problèmes à résoudre.

#### 6. EXEMPLES DE COOPERATION SECTORIELLE EN COURS ENTRE LES INSTITUTIONS

Le principal objectif de la table ronde était d'améliorer la coordination et la coopération inter-institutions dans la Région africaine. Il ne s'agit pas de reprendre les choses à zéro car il y a déjà de nombreux exemples de coopération.

Quelques exemples de ce que l'on peut faire ont été mentionnés et discutés. Parmi ces exemples, citons ceux qui suivent et qui sont décrits plus longuement à l'Annexe 7 :

- i) évaluation du projet dans le district de Kwale au Kenya
- ii) composante "salubrité de l'environnement" dans les soins de santé primaires dans les districts de Embu, Baringo et South Nyanza au Kenya;
- iii) mise au point d'une méthodologie pour évaluer les programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et des matériels de formation;

- iv) activités sectorielles en Somalie;
- v) participation des femmes;
- vi) réunions consultatives de la Décennie;
- vii) coopération inter-institutions à AMRO et à SEARO.

#### 7. CLOTURE DE LA REUNION

Monsieur A. Rotival, au nom des institutions participantes, a remercié le Directeur régional d'avoir bien voulu accueillir la table ronde et de l'avoir organisée d'une façon aussi efficace. Il a lu la Déclaration de la table ronde à laquelle tous les participants avaient souscrit. Le Directeur régional a remercié les participants à la réunion de leur contribution et a dit qu'il appréciait le fait que l'on mette l'accent sur les actions au niveau des pays là où la collaboration entre les institutions doit avoir un impact. L'objectif d'une collaboration efficace au niveau des pays ne peut être atteint au cours d'une réunion. Un suivi sera nécessaire mais cette réunion est un pas important dans la bonne direction.

Le Directeur régional a donné son accord en ce qui concerne la proposition d'un premier suivi par le biais d'une réunion sous-régionale à Harare.

LISTE DES PARTICIPANTS

PNUD

M. A. Rotival, Coordonnateur PNUD/OMS pour la Décennie Internationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement, Genève

BIRD

M. J. Blaxall, Département Infrastructure et Développement Urbain, Washington

M. G. Heyland, Directeur, SDT/Ouest, Abidjan

M. L. Rasmusson, Directeur, SDT/Est, Nairobi.

FISE

M. M. Beyer, New-York

M. Ch. Hubert, Conseiller régional, Afrique de l'Ouest, Abidjan.

OMS

M. M.A. Acheson, Administrateur, CWS/EHE/HQ, Genève

M. G. Schultzberg, CWS/EHE/HQ, Genève

M. M. Gupta, Chef PEH/SEARO, New Dehli

M. R. Reid, Conseiller régional, PAHO, Washington

M. Kabasha Lubuika, ICHDT/I, Bamako

M. A. Kane, ICHDT/II, Bujumbura

Dr J. W. K. Duncan, ICHDT/III, Harare

M. D. Valery, ZAI/CWS/001, Kinshasa

SECRETARIAT OMS/AFRO, Brazzaville

Dr P. O. Chuke (PM2)

Chef de Programme

Mr M. Koussitasev (PEH)

Approvisionnement public en eau et assainissement

Mr Wong Pun Sze (RUD)

Hygiène de l'Environnement dans l'Aménagement rural et urbain et l'Habitat

Prof. Y. Boganda (COR)

Coordination extérieure

Dr D. Buriot (CDD)

Maladies diarrhéiques

Mr H. Ben Aziza (HED)

Education pour la Santé

Mrs. Morehead (HRM)

Mobilisation des Ressources pour la Santé

ANNEXE 2

ALLOCUTION DU DR G. L. MONEKOSSO, DIRECTEUR REGIONAL DE L'OMS  
POUR L'AFRIQUE A L'OUVERTURE DE LA TABLE RONDE INTER-INSTITUTIONS  
SUR L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET L'ASSAINISSEMENT  
DANS LA REGION AFRICAINE, AFRO, BRAZZAVILLE,  
15 - 18 DECEMBRE 1987

Chers collègues,

C'est avec un vif plaisir que je vous souhaite la bienvenue au Bureau régional de l'OMS pour l'Afrique où vous allez participer à la table ronde inter-institutions sur l'Approvisionnement public en Eau et l'Assainissement dans la Région. Et par votre intermédiaire, je tiens à remercier le Programme de Développement des Nations Unies, la Banque mondiale, le FISE, le Siège de l'OMS et les bureaux régionaux de l'Organisation mondiale de la Santé d'avoir accepté de tenir cette conférence et d'avoir rendu possible la venue des participants.

Cette table ronde revêt une dimension très importante du point de vue de la Région compte tenu des considérations suivantes.

Ici à l'OMS, nous avons par le passé réalisé des expériences intéressantes et fructueuses, expériences qui se poursuivent encore aujourd'hui, menant les activités au niveau mondial, régional et national en étroite collaboration avec les institutions soeurs du système des Nations Unies représentées ici aujourd'hui. Le premier exemple qui me vient immédiatement à l'esprit c'est la gamme étendue de nombreuses actions menées conjointement dans le cadre de la Décennie Internationale de l'Eau potable et de l'Assainissement.

Pour ce qui est de la collaboration entre l'OMS et les autres institutions du système des Nations Unies, le PNUD en tant qu'élément moteur de la Décennie au niveau des pays mérite une mention spéciale. Il a financé un nombre impressionnant des projets d'approvisionnement en eau dans le pays et dans la Région, l'OMS jouant le rôle d'agence d'exécution.

Il faut également mentionner les activités de coopération Banque mondiale/OMS menées au début de la Décennie dans le domaine des études de secteur et la préparation des plans d'action nationaux, entre autres.

Notre collaboration avec le FISE dans le secteur s'est manifestée dans de nombreux pays au niveau opérationnel principalement dans les zones rurales.

Tout ce qui précède ne fait qu'illustrer les pratiques longuement établies qui remontent bien avant le lancement de la Décennie. En fait, la Décennie en cours peut à juste titre être considérée comme un autre cadre dans lequel nous pouvons renforcer et promouvoir des entreprises menées conjointement pour atteindre les mêmes objectifs.

Comme la Décennie arrive rapidement à son terme et malgré les progrès considérables réalisés dans le secteur de l'approvisionnement public en eau sous l'impulsion de la Décennie, nous sommes encore loin d'avoir atteint les objectifs que nous nous sommes fixés au départ, particulièrement dans notre Région.

Une simple comparaison de la couverture estimée à mi-chemin de la Décennie et de la couverture prévue à la fin de la Décennie établie par les pays eux-mêmes mettra en exergue le fossé qui nous reste encore à combler.

En ce qui concerne l'approvisionnement en eau,  
une couverture de 65 % en 1985  
alors que l'objectif fixé pour 1990 est de 82 %  
Approvisionnement public en eau 25 % contre 46 %  
Assainissement urbain 70 % contre 76 %  
Assainissement rural 24 % contre 51 %.

Compte tenu des chiffres que je viens de citer vous conviendrez avec moi qu'il est impératif que les efforts au cours des années à venir portent essentiellement sur le sous-secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement dans les zones rurales si nous voulons être dans la droite ligne de l'approche recommandée par le comité directeur de la Décennie dont les institutions que vous représentez sont des membres actifs.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, on ne saurait trop insister sur la nécessité de tirer le maximum des ressources mises à notre disposition étant donné de la demande croissante. Ceci nous amène à la raison d'être de la présente réunion, qui constitue une initiative conjointe du Siège de l'OMS et de son Bureau régional pour l'Afrique. Il convient ici de dire combien nous avons apprécié l'appui qui nous a été donné par nos collègues du Siège et également par les institutions que vous représentez et qui ont répondu favorablement à notre invitation de participer à la table ronde.

Je saisis cette occasion pour vous présenter succinctement la nouvelle structure que nous avons adoptée dans la Région, afin d'accélérer l'instauration de la santé pour tous d'ici l'an 2000 par le biais des soins de santé primaires (SSP), dont l'approvisionnement public en eau est une des composantes prioritaires.

Cette nouvelle structure repose sur un système de lien entre le Bureau régional, les bureaux sous-régionaux et les bureaux des pays. Il met l'accent sur la décentralisation des ressources, avec l'appui technique des bureaux sous-régionaux de développement sanitaire dotés chacun d'une équipe multidisciplinaire pour compléter l'impact du programme au niveau des pays. Les trois bureaux sous-régionaux dont deux sont opérationnels depuis 1986, se situent à Bamako, Bujumbura et Harare, pour l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale et pour les Sous-Régions d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale, d'Afrique orientale et australe respectivement.

Connaissant l'énorme intérêt que toutes les institutions manifestent à faire bénéficier les populations mal desservies de la Région d'une eau potable et de l'assainissement avec tous les effets positifs qui en découlent pour la santé et de ce fait pour le développement économique, nous sommes convaincus que la table ronde nous offrira non seulement une plate forme utile pour échanger des informations sur les activités de chacune des institutions et sur leurs expériences, à la fois plus utiles et moins positives, dans l'exécution des programmes du secteur, mais elle permettra aussi de mettre au point une approche inter-institutions harmonisée de l'approvisionnement public en eau dans la Région et un plan de travail pour 1988-1989 en vue d'actions inter-institutions, concertées et efficaces.

Je tiens à terminer cette brève allocution en souhaitant à tous les participants le succès des travaux auxquels vous allez vous consacrer au cours des jours qui vont venir.

Je vous remercie.

ANNEXE 3

PROGRAMME DE TRAVAIL

15 décembre 1987 - Mardi

- 09 h 00 - 09 h 15 1. Ouverture par le Dr G. L. Monekosso,  
Directeur régional
- 09 h 15 - 09 h 30 2. Historique, objectifs et espérances de la réunion M. Acheson, OMS
- 09 h 30 - 09 h 45 3. Les résultats espérés J. Blaxall,  
Banque mondiale  
M. Meyer, FISE  
A. Rotival, PNUD
- 09 h 45 - 13 h 00 4. Déclarations des participants  
- Banque mondiale SDT, Abidjan G. Heyland  
- Banque mondiale SDT, Nairobi L. Rasmusson  
- Banque mondiale, Washington J. Blaxall  
- FISE, Afrique de l'Ouest C. Hubert
- 10 h 45 - 11 h 15 PAUSE CAFE
- FISE, New-York M. Beyer  
- OMS/ICHDT, Bamako Kabasha Lubuika  
- OMS/ICHDT, Bujumbura A. Kane  
- OMS/ICHDT, Harare J. Duncan  
- OMS/AFRO M. Koussitassev  
- OMS/Genève M. Acheson  
- PNUD, PROWESS A. Rotival
- 15 h 00 - 17 h 00 5. Exemples d'une coopération déjà instaurée
- Projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement de Kwale, Kenya G. Schultzberg
- Composante salubrité de l'environnement dans les SSP au niveau du district, Kenya G. Schultzberg
- Mise au point d'une méthodologie pour l'évaluation du programme d'approvisionnement en eau et de l'assainissement et matériel de formation pour l'évaluation. G. Schultzberg
- Activités du secteur en Somalie L. Rasmusson
- Participation des femmes G. Schultzberg
- Réunion consultative de la Décennie M. Acheson
- Exemples en provenance de SEARO M. L. Gupta
- Exemples en provenance d'AMRO R. Reid
- Exemples en provenance d'AFRO (Zaïre) D. Valery
- Tous autres exemples.

16 décembre, mercredi

- 08 h 30 - 08 h 45 6. Résumé des déclarations faites au cours de la journée de mardi
- Problèmes sectoriels à surmonter
- Ressources mises à la disposition des institutions
- Contraintes en matière de ressources pour les institutions G. Schultzberg

- 08 h 45 - 09 h 15 7. Cadre pour une collaboration inter- R. Reid  
institutionnelle
- 09 h 15 - 10 h 45 8. Potentiel pour une action conjointe  
et/ou coordonnée
- Inter-pays
  - Actions dans les pays spécifiques.
- 10 h 45 - 11 h 15 PAUSE CAFE
- 11 h 15 - 11 h 45 9. Préparation des groupes de travail pour des actions  
inter-pays et actions dans les pays spécifiques
- Distribution des tâches aux groupes de travail
  - Discussion du mandat.
- 11 h 45 - 12 h 30 10. Réunions en groupes de travail
- 15 h 00 - 17 h 30 11. Réunions en groupes de travail (suite)

17 décembre 1987, jeudi

- 08 h 00 - 09 h 15 12. Actions inter-pays
- Présentation par le groupe de travail
  - Discussion
  - Consensus
- 09 h 15 - 10 h 45 13. Actions dans les pays spécifiques
- Présentation par le groupe de travail
  - Discussion
  - Consensus
- 10 h 45 - 11 h 15 PAUSE CAFE
- 11 h 15 - 12 h 00 14. Conséquences du consensus sur les plans de travail  
existants pour l'approvisionnement en eau  
des collectivités
- Recensement des apports des institutions
- 12 h 00 - 15 h 00 15. Préparation du rapport
- 15 h 00 - 17 h 00 16. Discussion du rapport
- 17 h 00 17. Clôture de la table ronde

18 décembre 1987, vendredi

Consultations individuelles inter-institutions  
et réunions avec le personnel du Bureau régional.

ANNEXE 4

GROUPE DE TRAVAIL I

CADRE D'UNE COOPERATION INTER-INSTITUTIONS EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

1. Le projet de coopération inter-institutions concerne l'équipe de développement sectoriel Banque Mondiale/PNUD (SDT) - Nairobi; le Siège de la Banque mondiale (WB); le PNUD; le FISE; et l'OMS, les pays suivants étant retenus au départ : Ethiopie, Soudan, Kenya, Tanzanie, Oudanga et Zambie. Il est reconnu que d'autres pays ont également conclu des accords analogues en matière de collaboration, non seulement avec les institutions des Nations Unies, mais également avec les organismes de soutien extérieur et les organisations non gouvernementales.

2. Pour les pays précités, les activités en cours et proposées, actuellement mises en oeuvre par les SDT ou par leur intermédiaire, ainsi que par d'autres institutions des Nations Unies, ont été décrites et les zones potentielles de coopération inter-institutions ont été recensées.

3. Parmi les secteurs recensés pour être pris immédiatement en considération par les institutions des Nations Unies et les institutions de soutien extérieur, citons :

- planification de la stratégie sectorielle
- mobilisation des personnels et des ressources
- planification des investissements
- mise en oeuvre des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et éducation pour la santé en zone rurale fondés sur des solutions à faible coût.

4. L'importance des programmes du PNUD PROWESS\* est reconnue par toutes les institutions et doit être soulignée dans les pays.

5. Ethiopie

Les activités en cours et proposées :

- L'équipe de développement sectoriel et le PNUD coordonneront la gestion des projets du PNUD (en cours).
- L'équipe de développement sectoriel préparera une étude sur l'organisation et la gestion, avec une contribution possible de l'OMS sur le développement des ressources en personnel (en cours).
- L'équipe de développement sectoriel de la Banque mondiale préparera la version définitive du rapport relatif à la stratégie du secteur assainissement, après examen et commentaires du FISE et de l'OMS (O).
- La Banque mondiale et l'Equipe du Développement Sectoriel prépareront un programme d'approvisionnement en eau et assainissement en zone rurale, après examen et commentaires du FISE et de l'OMS (P).

---

\* PROWESS = Promotion du rôle des femmes dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

- L'Equipe de Développement Sectoriel et peut-être la Banque mondiale prépareront un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel (pompes à main) jettera les bases de la fabrication locale de pompes à main avec l'aide du FISE (O).
- La Banque mondiale et l'Equipe de Développement Sectoriel prépareront un projet de démonstration d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé en zone rurale avec l'aide du FISE et de l'OMS (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel contribuera à la préparation d'un projet éventuel de la Banque pour les villes secondaires; une information sur le projet sera envoyée au CESI\*, OMS (O).
- Le FISE, avec la contribution de l'OMS, mettra en place et appliquera les méthodologies et les systèmes de prestation pour les projets et programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé en zone rurale (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et l'OMS collaboreront en ce qui concerne les projets financés par le PNUD et exécutés par l'OMS, pour la formation des directeurs de santé de district (P).

#### 6. Kenya

##### Activités en cours et proposées :

- SDT préparera une note d'information qui sera distribuée aux autres institutions pour commentaires et contributions (O).
- La Banque mondiale, l'Equipe de Développement Sectoriel, le PNUD et l'OMS collaboreront à la préparation d'une stratégie du secteur et d'un plan d'action (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et le PNUD formuleront un projet du PNUD.
- L'OMS et l'Equipe de Développement Sectoriel collaboreront à l'évaluation du projet de Kwale (P).
- La Banque mondiale et l'Equipe de Développement Sectoriel (pompes à main) et le PNUD prépareront un projet de démonstration polyvalent (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel fournira une assistance à l'élaboration d'un projet potentiel de la Banque mondiale (P).
- Le PNUD demandera au gouvernement de remettre en activité le Comité National d'Action de façon à mener des activités urgentes telles que l'organisation d'une réunion consultative de la Décennie.
- Une relation de travail plus étroite sera établie entre l'Equipe de Développement Sectoriel et l'ingénieur sanitaire de l'OMS dans le pays, ce qui se traduira par une participation plus large des institutions des Nations Unies (P).

---

\*CESI = Système d'information du soutien extérieur aux pays (P).

- Par le biais de l'évaluation de Kwale, la portée d'une participation élargie de l'Equipe de Développement Sectoriel et d'autres institutions aux activités du secteur sera explorée.

#### 7. Soudan

Activités en cours et proposées :

- L'Equipe de Développement Sectoriel préparera une analyse sectorielle pour examen et commentaires par la Banque mondiale, le PNUD, le FISE et l'OMS (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel préparera une stratégie sectorielle et un plan d'action avec l'apport de la Banque mondiale, du FISE, du PNUD et de l'OMS, ce qui se traduira par la formulation et, ultérieurement la mise en oeuvre d'un projet PNUD (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et la Banque mondiale prépareront un document sur la stratégie sectorielle de l'assainissement avec apport du FISE et peut-être de l'OMS (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et le FISE collaboreront à la préparation d'un programme d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé en zone rurale avec des apports de l'OMS (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et/ou la Banque mondiale prépareront un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone urbaine (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel (pompes à main) et le FISE exploreront la possibilité d'une production locale de pompes à main (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel aidera à la formulation d'un projet potentiel de la Banque mondiale (P).
- Le FISE, avec apport de l'OMS, établira et appliquera les méthodologies et les systèmes de prestation des programmes/projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé (P).
- L'OMS et le PNUD devraient contribuer à l'organisation d'une réunion consultative de la Décennie qui aura lieu fin 1988 avec la contribution de SDT/WB et du FISE pour la préparation et le suivi (P).

#### 8. Tanzanie

Activités en cours et proposées :

- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale et le FISE arrêteront définitivement une stratégie sectorielle et un plan d'action (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale, le PNUD, le FISE et l'OMS collaboreront à la version définitive d'une proposition d'équipe sectorielle consultative, avec accord sur le financement (O).

- L'Equipe de Développement Sectoriel et le PNUD formuleront un projet PNUD pour la mise en oeuvre des résultats de l'activité de stratégie sectorielle (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel, le FISE et l'OMS participeront à un atelier sur le fonctionnement et l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau en zone rurale (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale, le FISE et l'OMS collaboreront à la préparation d'un document sur la stratégie du secteur assainissement (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et le FISE prépareront un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale avec information à l'OMS (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et la Banque mondiale prépareront un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel aidera à la formulation d'un projet possible de la Banque mondiale avec information sur le projet CESI de l'OMS (P).
- Le FISE, avec l'apport de l'OMS, établira et appliquera une méthodologie et un système de prestation pour des projets/programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé.
- L'OMS, l'Equipe de Développement Sectoriel et le PNUD participeront à la planification des investissements pour l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la collecte des déchets solides et les systèmes d'évacuation des déchets pour Zanzibar.

## 9. Ouganda

### Activités en cours et proposées :

- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale, le FISE et l'OMS prépareront la stratégie sectorielle et le plan d'action (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel et l'OMS contribueront à une étude sur la gestion et le développement des personnels (P).
- La Banque mondiale, l'Equipe de Développement Sectoriel et l'OMS contribueront à la préparation d'un plan d'investissement (P).
- La Banque mondiale, l'Equipe de Développement Sectoriel et l'OMS prépareront un document sur la stratégie du secteur assainissement (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel, le FISE et l'OMS prépareront un programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel aidera DANIDA pour la préparation et l'évaluation d'un projet d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale (O).

- Le FISE, avec une contribution de l'OMS, mettra en place et appliquera une méthodologie et un système de prestation pour des projets/programmes d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'éducation pour la santé en zone rurale (P).
- Il a été convenu que, partout où les institutions des Nations Unies ont des techniciens sur place, ceux-ci seront étroitement associés à la collaboration et à la coordination recherchée.

#### Zambie

##### Activités en cours et proposées :

- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale et l'OMS, avec appui des organismes donateurs (GTZ), coopéreront à la préparation d'une étude d'organisation (O).
- L'OMS, le FISE et l'Equipe de Développement Sectoriel participeront à d'autres activités SSP et de salubrité de l'environnement du gouvernement, telles que les interventions au niveau du district et les programmes de sécurité alimentaire (P).

GROUPE DE TRAVAIL II  
PORTEE D'UNE COOPERATION INTER-INSTITUTIONS  
EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

1. La coopération inter-institutions proposée concerne l'équipe de développement sectoriel Banque mondiale/PNUD (SDT) - Abidjan, la Banque mondiale, le PNUD, le FISE et l'OMS, les pays suivants étant retenus au départ pour examen : Angola, Congo, Ghana, Guinée, Mauritanie, Niger, Nigeria et Zaïre. Il est reconnu que d'autres pays ont des arrangements de collaboration non seulement avec les institutions des Nations Unies, mais également avec les organismes de soutien extérieurs et les organisations non gouvernementales (ONG).

2. Pour les pays précités, les activités en cours et proposées actuellement menées par l'une ou l'autre des institutions précitées, ont été décrites avec les secteurs possibles d'une coopération inter-institutions.

3. Parmi les secteurs recensés pour examen immédiat par les institutions ci-dessus, citons :

- développement des ressources humaines
- promotion de la participation communautaire et de l'éducation pour la santé
- examen des plans directeurs du secteur
- formulation des plans de mise en oeuvre
- appui à la préparation de réunions consultatives de la Décennie
- activités de suivi après ces réunions.

4. L'importance du programme PROWESS PNUD est reconnue par toutes les institutions et doit être soulignée dans les pays.

5. Angola

Activités en cours (O) et proposées (P) :

- L'OMS prévoit une réunion des donateurs à Lisbonne (avril 1988) pour les pays d'expression portugaise, financée par le PNUD et la GTZ. L'OMS, le FISE, la Banque mondiale et le PNUD y participeront (P).
- Etant donné la récente épidémie de choléra, une demande d'amélioration de l'approvisionnement en eau et d'assainissement a été faite à l'OMS. La requête, suivie par l'OMS, sera discutée lors de la réunion de Lisbonne. Une action conjointe FISE/PNUD/OMS/Banque mondiale est proposée à la suite de la réunion des organismes de soutien extérieurs (P).

6. Congo

Activités en cours et proposées :

- La Banque mondiale, le FISE et l'OMS collaboreront avec le gouvernement à la préparation d'une réunion consultative de la Décennie pour le secteur de l'eau et de l'assainissement (P).

- Une mission conjointe sera entreprise au Congo au cours de la deuxième moitié de février 1988 pour examiner la stratégie sectorielle et conseiller le gouvernement sur la préparation de la réunion consultative. La mission sera composée d'un représentant de l'Equipe de Développement Sectoriel à Abidjan, du FISE Abidjan et de l'OMS ICHDT/II à Bujumbura (P).

## 7. Ghana

### Activités en cours et proposées :

- L'OMS, par le biais d'un programme inter-pays avec le Liberia et la Sierra Leone, conduira une formation en cours d'emploi pendant le deuxième semestre 1988 à l'intention de 14 participants par pays (P).
- L'OMS proposera également un séminaire pour les agents de soins de santé primaires (P).
- Le PNUD et l'Equipe de Développement Sectoriel mèneront des activités de formation au centre de formation de Kumasi qui sera opérationnel en 1988 (P).
- Le PNUD a également organisé une réunion de donateurs en septembre dernier dont les recommandations feront l'objet d'un suivi par l'institution respective (O).
- Le FISE, dans le cadre du plan décennal, a fourni un apport considérable en travaillant conjointement avec les organismes bilatéraux (CIDA et KfW/GTZ) (O).
- Le FISE mettra en oeuvre un programme intégré de pompes à main et d'éducation pour la santé dans 10 zones (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel coopère également avec la GTZ au recyclage des déchets solides et à des programmes de latrines (O).
- Un programme de pompes à main financé depuis longtemps par le CIDA, a récemment fait l'objet d'une évaluation. Il est proposé que le centre de Kumasi soit utilisé pour le programme de formation de l'OMS en 1988 (45 participants) (P).
- Le FISE sera sollicité pour le financement de trousseaux pour la formation à la qualité de l'eau, la participation aux aspects pratiques de la formation (P).
- Le FISE fera appel aux agents formés pour son programme (P).
- Une réunion non officielle est proposée en vue de consolider la coopération notamment entre les institutions des Nations Unies mais aussi avec d'autres organismes bilatéraux et les ONG actives dans le secteur (P).

## 8. Guinée

### Activités en cours et proposées :

- L'Equipe de Développement Sectoriel, la Banque mondiale et le FISE ont mené un projet de remise en état à Lanseboundji aux environs de Conakry. Les études de cas sont actuellement préparées (eau, assainissement et éducation pour la santé) qui seront transmises au PNUD et à l'OMS (O).

- L'OMS envisage une mission en mars 1988 pour l'élaboration d'un plan d'approvisionnement en eau en zone rurale dans le cadre d'une activité sous-régionale (P).
- La réunion des organismes de soutien extérieurs est prévue à la fin de février-mars 1988. Des détails suivront - l'Equipe de Développement Sectoriel, le FISE et l'OMS seront représentés (P).
- Une analyse sectorielle est proposée conjointement par l'Equipe de Développement Sectoriel et l'OMS Siège - Il faudra prendre les mesures nécessaires (P).
- La restructuration institutionnelle de la Banque mondiale se poursuit et concerne également le secteur de l'eau (O).
- La Banque mondiale coopère avec la Banque Africaine de Développement à la composante d'un projet pour les écoles et les universités. Cette composante concerne les types de latrines pour les établissements d'enseignement (O).
- La Caisse centrale de Coopération Economique (France) coopère à des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en zone rurale (O).
- Il est recommandé que la mission de l'OMS soit menée conjointement avec le FISE en mars 1988 (P).

#### 9. Niger

Activités en cours et proposées :

- Le FISE, en collaboration avec le PNUD, termine actuellement un programme d'approvisionnement en eau en zone rurale (O).
- L'OMS Genève, la GTZ et l'Equipe de Développement Sectoriel ont effectué des missions en 1987 concernant la reformulation de stratégies dans le domaine de l'approvisionnement en eau (O). L'OMS, le FISE, l'Equipe de Développement Sectoriel feront des recommandations (P).
- L'OMS, le FISE, l'Equipe de Développement Sectoriel et le PNUD collaboreront également à des programmes de formation (P).
- L'OMS propose des activités de formation en liaison avec le centre de formation de Ouagadougou (P).

#### 10. Nigeria

Activités en cours et proposées :

- La Banque mondiale et le PNUD exécutent un projet de US \$5 millions dans quatre Etats, comportant l'examen du secteur, la planification, la mise en oeuvre, le forage et les pompes (O).
- Un financement conjoint USAID/FISE/OMS est prévu pour un projet de lutte contre les maladies diarrhéiques (O).
- L'OMS, le FISE et le PNUD doivent collaborer à un projet de développement rural ayant une composante eau et assainissement dans quatre départements (P).

- Le FISE et la Banque mondiale collaborent à un projet de soins de santé primaires dans quatre Etats. Le projet lancé par le FISE comme projet pilote est maintenant financé par la Banque mondiale dans le cadre d'un prêt global octroyé par le biais de banques privées (O).
- L'Equipe de Développement Sectoriel planifie l'examen du secteur dans trois Etats, activités qui commenceront en 1988. L'OMS/Genève a été priée d'apporter sa collaboration (P).

#### 11. Mauritanie

Activités en cours et proposées :

- L'OMS, par le biais d'activités inter-pays propose une mission comportant un planificateur, un ingénieur sanitaire et le directeur de la sous-région (P).
- Une réunion des organismes de soutien extérieurs a été proposée pour 1988 (P).
- Une mission conjointe OMS/Equipe de Développement Sectoriel est proposée pour aider le FISE à programmer les activités (somme disponible estimée US\$ 500 000).
- L'aide d'AFRO/OMS/Genève/PNUD/FISE/Equipe de Développement Sectoriel est proposée pour préparer la réunion des donateurs. L'Equipe de Développement Sectoriel Abidjan peut jouer un rôle important (P).
- Des contacts seront pris avec d'autres institutions y compris UN/DTCD en ce qui concerne la préparation de la réunion.

#### 12. Zaïre

Activités en cours et proposées :

- Un plan directeur et une étude de réorganisation du service national/rural ont été effectués en 1986. L'étude a été acceptée par le gouvernement.
- Le Zaïre prévoit une réunion consultative des organismes de soutien extérieurs en 1989 (P).
- Une réunion conjointe OMS/PNUD/FISE/Equipe de Développement Sectoriel/Banque mondiale est proposée pour examiner le plan directeur destiné à renforcer l'assainissement, mettre en oeuvre et déterminer le plan de mise en oeuvre (premier semestre de 1988) (P).
- L'Equipe de Développement Sectoriel se rendra au Zaïre le 18 décembre 1987 (P).
- L'OMS a prévu un atelier sur la surveillance de la qualité de l'eau (P):
- Suivi conjoint par PNUD/FISE/Banque mondiale/OMS/Equipe de Développement Sectoriel concernant la préparation de la réunion des organismes de soutien extérieurs, par exemple, préparation du document, analyse sectorielle et mise à jour de l'information (P).

### PROBLEMES SECTORIELS A SURMONTER

Les représentants des institutions participantes ont été priés de recenser les problèmes sectoriels prioritaires qu'ils aident les gouvernements à résoudre.

Une analyse de l'information qui a été fournie a révélé qu'une priorité élevée était accordée aux problèmes suivants par toutes les institutions :

i) Faible structure nationale pour la planification

Il peut y avoir des raisons sous-jacentes très différentes à une structure de planification faible. Parmi les composantes nécessaires pour assurer une planification forte, figurent des politiques et stratégies bien définies qui peuvent être traduites en plans opérationnels et une institution capable d'exécuter les plans. Les programmes de coopération de la Banque mondiale, par l'intermédiaire de l'Equipe de Développement Sectoriel s'efforcent spécifiquement d'appuyer les gouvernements dans ce domaine.

La coopération entre toutes les institutions est essentielle pour éviter que des conseils divergents soient donnés dans le domaine des politiques et des stratégies.

Des démonstrations par le biais d'études de cas et de développement sectoriel de grande envergure, avec un appui à la fois technique et financier, dans quelques pays pourraient contribuer à convaincre les gouvernements des avantages qu'il y a à élaborer des plans sectoriels fondés sur des stratégies et politiques bien définies.

ii) Coordination médiocre des institutions fournissant un appui extérieur

Lorsque les gouvernements n'ont pas de stratégies et politiques clairement définies auxquelles les organismes de soutien extérieurs peuvent fournir leur appui, les critères de sélection et de conception des projets, les méthodologies de mise en oeuvre des projets et de participation des communautés risquent d'être incohérents. Les quatre organisations multilatérales devront joindre leurs efforts pour convaincre les gouvernements qu'ils doivent mettre au point leurs propres critères et élaborer leurs propres stratégies, que les organismes de soutien extérieurs devront respecter. Ces efforts, combinés à l'organisation de réunions consultatives dans les pays, pour améliorer la coordination et échanger des expériences entre les organismes extérieurs et les gouvernements, permettraient de minimiser ce problème particulier.

iii) Participation communautaire insuffisante

Bien qu'on ait enregistré de grands changements dans les attitudes et la façon dont on perçoit l'importance d'une participation sincère des communautés aux projets pour assurer leur pérennité, dans de nombreux cas, les choses ne se passent pas ainsi. Les organismes de soutien extérieurs peuvent aider les gouvernements en leur fournissant des ressources permettant d'assurer la

mobilisation communautaire et en convenant de calendriers de mise en oeuvre flexibles et réalistes. Ceux-ci doivent prévoir un temps de préparation du projet convenable pour faire participer et mobiliser les communautés à un rythme de développement synchronisé avec leur niveau de préparation.

iv) Formation pratique inadéquate

Il y a souvent déséquilibre entre la composante théorique et la composante pratique de la formation, trop peu d'attention étant accordée aux aspects pratiques. Ceci s'applique en particulier à la formation des formateurs, qui doivent avoir des connaissances avant de pouvoir enseigner. Les institutions peuvent aider, en fournissant des ressources suffisantes également pour l'aspect pratique de la formation, qui exige des fonds pour les matériaux de construction, les transports et les indemnités de nuit.

v) Intégration insuffisante dans les programmes de santé

On se préoccupe de plus en plus du fait que les avantages optimaux découlant des investissements pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne pourront se manifester que s'ils s'insèrent dans d'autres composantes du développement sanitaire. Les institutions de santé, par l'intermédiaire de leur personnel de vulgarisation, ont généralement des liens plus étroits avec les communautés, que les organismes spécialisés dans l'approvisionnement en eau. Les institutions peuvent améliorer la situation en encourageant l'intégration des services gouvernementaux concernés, et en faisant connaître les projets intégrés couronnés de succès, tel que le programme du Nigeria décrit par le FISE.

vi) Manque d'attention pour les taudis urbains

M. Rotival, PNUD, a souligné la nécessité de réorienter les ressources vers les zones urbaines défavorisées au cours des années à venir. Il s'agit d'un problème particulièrement difficile à résoudre tant pour les gouvernements que pour les organismes extérieurs, et les projets pilotes destinés à la démonstration de solutions valables peuvent encore être justifiés. L'OMS est en train d'élaborer des directives par l'intermédiaire de son Programme d'Hygiène de l'Environnement dans l'Aménagement rural et urbain et l'Habitat et les équipes de développement sectoriel ont établi une coopération avec "HABITAT" pour partager leurs expériences dans ce domaine.

vii) Attention insuffisante au rôle important des femmes

Tout le monde est d'accord sur cette question mais il n'est pas facile de traduire dans les faits la stratégie convenue. Ceci est démontré par le fait que les participants à la table ronde sont tous des hommes. Un effort concerté est nécessaire pour modifier la situation au sein des gouvernements et des organismes de soutien extérieurs actifs dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement.

Quelques problèmes sectoriels ont été soulignés, en particulier, par les Représentants du FISE et de l'OMS.

i) Absence de surveillance et d'évaluation

C'est un domaine qui n'a qu'une faible priorité dans de nombreux organismes du secteur. Un travail considérable a été fait au cours de la première moitié de la Décennie pour mettre au point des méthodologies et des instruments permettant d'assurer la surveillance continue et l'évaluation. Le FISE et l'OMS ont mis au point un matériel de formation pour l'évaluation en coopération avec le CIR (Centre International de Référence pour l'Alimentation Eau Collective et Assainissement), La Haye.

Un atelier interpays sur la surveillance nationale de l'information sectorielle s'est tenu au Malawi en 1986 avec l'appui de DANIDA. La promotion et l'utilisation des outils mis au point sont nécessaires. Des exemples de partenariat communautaire dans la collecte des données de base, la surveillance continue et l'évaluation sont essentiels.

ii) Décentralisation insuffisante

Les agences du secteur responsables du développement de l'approvisionnement en eau en milieu urbain et rural sont encore souvent très centralisées, sans personnel de vulgarisation et avec des ressources décentralisées au niveau du district très limitées. Ces institutions sont généralement plutôt orientées vers les aspects techniques, et ne peuvent facilement mettre en oeuvre des programmes fondés sur le partenariat avec les communautés.

Les nouvelles stratégies de développement sanitaire par l'intermédiaire du district, préconisées par l'OMS, particulièrement dans la Région africaine, peuvent indiquer la voie à suivre pour mettre en oeuvre des programmes décentralisés axés sur les communautés. Les ministères de la santé devraient être encouragés à entreprendre les projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement sur une petite échelle, que les organismes spécialisés du secteur n'ont pas vocation de mettre en oeuvre.

iii) Attention insuffisante à l'assainissement rural

Il est très difficile de convaincre les membres des communautés rurales défavorisées, de consacrer leurs maigres ressources à des systèmes améliorés d'évacuation des excréta. Ceci est particulièrement vrai dans les zones arides, avec une population clairsemée, où le besoin d'approvisionnement en eau est important, où les avantages des latrines ne sont pas bien connus et où les avantages pour la santé n'ont pas été bien démontrés.

Bien que les programmes de latrines soient susceptibles de rester à la traîne dans ces zones, il convient de déployer davantage d'efforts, par la promotion et l'éducation pour la santé, afin d'encourager la mise en oeuvre de programmes d'assainissement rural là où les populations sont concentrées dans les villages.

ANNEXE 7

EXEMPLES DE COOPERATION DU SECTEUR

Les exemples suivants de coopération déjà instaurée entre les institutions, ont été mentionnés et discutés au cours de la réunion :

i) District de Kwale, Kenya

La Banque mondiale a lancé un programme d'essai de pompes à main dans la ceinture côtière du district de Kwale en 1983 dans le cadre du programme de la Décennie PNUD/Banque mondiale. L'objectif du projet était de recenser les pompes à main les mieux adaptées du point de vue technique, et de les modifier pour les transformer en pompes du type "Fonctionnement et entretien au niveau du village".

Le projet s'est traduit par la mise au point de la pompe à main AFRODEV qui est considérée comme une amélioration, du point de vue technique.

Le projet initial d'essai des pompes à main a été mis en oeuvre avec un minimum de participation et contribution communautaire dans la mesure où l'objectif principal était de caractère technique. Les négociations entre le Gouvernement du Kenya, la Banque mondiale et le SIDA se sont traduites par un projet complet pour le district de Kwale, portant sur la mise au point du développement de l'approvisionnement en eau par diverses technologies, l'amélioration de l'assainissement, l'éducation pour la santé, l'accent étant mis sur le partenariat avec des collectivités.

Le projet est mis en oeuvre par le Ministère du Développement des Ressources en Eau en coopération avec le Ministère de la Santé et le Ministère de la Culture et des Services Sociaux. Le développement institutionnel communautaire et la formation sont développés par la KWAHO (Kenya Water for Health Organization), une organisation de femmes qui reçoit l'appui du projet PROWESS du PNUD et du SIDA, entre autres.

Ce projet a commencé en 1985 avec l'appui technique et financier du SIDA. Une évaluation à mi-chemin du projet aura lieu en avril 1988 pour recenser les éventuels ajustements nécessaires des composantes du projet au cours de la deuxième partie du projet, jusqu'en 1990.

La mission d'évaluation, financée par le SIDA, sera effectuée par des représentants du Siège de l'OMS et du personnel affecté dans les pays, ainsi que de l'équipe de développement sectoriel de Nairobi. Il s'agit là d'un exemple de coopération entre les organismes multilatéraux et un donateur bilatéral important et les leçons qui seront tirées de l'évaluation seront intéressantes pour le développement sectoriel, non seulement dans le district de Kwale au Kenya, mais également pour les autres pays.

ii) Composante hygiène de l'environnement dans les soins de santé primaires dans les districts de Embu, Baringo et South Nyanza au Kenya

L'OMS a fourni un appui au Ministère de la Santé pour mettre en oeuvre un programme de soins de santé primaires au niveau du district, au cours de ces dernières années, avec l'appui financier du PNUD et de DANIDA. Un projet pour la composante hygiène de l'environnement du programme a récemment été élaboré. Ce projet sera mis en oeuvre avec le Ministère de la Santé en coopération avec le Ministère de la Culture et des Services Sociaux.

L'accent est mis essentiellement sur la formation pratique de ceux qui mettent en oeuvre au niveau de la communauté, des actions d'approvisionnement en eau et d'assainissement à petite échelle. Cette formation sera associée à une conscientisation au niveau du district, au renforcement institutionnel des communautés et la formation au niveau communautaire. Le projet s'inspire largement de l'expérience tirée d'un projet d'hygiène de l'environnement mis en oeuvre dans la province orientale, bénéficiant de l'appui financier du SIDA et de la coopération technique du PNUD et du Groupe Consultatif pour la Technologie de la Banque mondiale. Un groupe de formateurs a été constitué au niveau national. Ce groupe se chargera de la formation des formateurs au niveau du district en faisant appel aux équipes multisectorielles de district.

On espère que le fonds interrégional du PNUD et les fonds PNUD/IPF seront reçus pour la mise en oeuvre du projet et on espère aussi bénéficier de l'appui soutenu de l'équipe de développement sectoriel de la Banque mondiale à Nairobi.

iii) Elaboration d'une méthodologie pour l'évaluation des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et matériel de formation pour l'évaluation

L'OMS a mis au point une méthodologie connue sous le nom de "Procédure d'évaluation minimale" pour évaluer le fonctionnement et l'utilisation des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu rural. La Banque mondiale, par l'intermédiaire de son groupe consultatif pour la technologie, a élaboré des directives simples pour la collecte des données de caractère social et culturel. Le FISE, en coopération avec l'OMS et le CIR de La Haye, ont mis au point un matériel didactique basé sur les directives précitées. Le module de formation testé sur le terrain, est maintenant disponible pour utilisation et application par les gouvernements et les organismes.

iv) Activités du secteur en Somalie

Une équipe des Infrastructures de la Banque mondiale s'est récemment rendue en Somalie avec l'Equipe de Développement Sectoriel, Nairobi, pour passer en revue le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. Des dispositions préalables avaient été prises avec EMRO/OMS pour le détachement de l'ingénieur sanitaire de l'OMS en Somalie afin qu'il participe à la mission de la Banque mondiale. L'équipe a apprécié la contribution de l'ingénieur sanitaire de l'OMS aux activités de la mission. Sa connaissance du secteur et des organismes du secteur ont facilité sa tâche.

v) Participation des femmes

Le projet PROWESS/PNUD, dont il est fait état plus haut, a des activités en cours dans d'autres régions, qui se sont traduites par des expériences susceptibles d'avoir des implications également dans la Région africaine. Parmi des exemples, une étude de cas mise au point en Asie en coopération avec SEARO/OMS. On peut également citer des études de cas au Népal, en Indonésie, au Sri Lanka et en Thaïlande. Les objectifs des études de cas sont de fournir une documentation sur la façon dont la participation accrue des femmes peut améliorer le fonctionnement et l'utilisation des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement et comment la situation des femmes au sein des communautés est améliorée du fait de leur participation et de l'amélioration des services.

Un atelier a été organisé à Bangkok en 1984 pour jeter les bases pratiques d'une étude de cas. Les organismes chargés des interventions et de la documentation des études de cas dans les quatre pays étaient représentés à l'atelier. Un deuxième atelier a eu lieu à Kathmandu en 1985 pour examiner les études préliminaires effectuées dans les quatre pays, ainsi que les actions visant à promouvoir la participation des femmes et l'amélioration des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Les actions ont maintenant été mises en oeuvre et une deuxième évaluation est en cours pour recenser et documenter leurs effets. Un troisième atelier doit se tenir en Indonésie en mai 1988 pour examiner les conclusions des quatre études de cas et élaborer des directives pour promouvoir la participation des femmes sur la base des leçons tirées des études de cas.

Le produit final pourrait être adapté et utilisé pour mener des activités similaires dans la Région africaine.

vi) Réunions consultatives de la Décennie (RCD)

A la suite de la réunion conjointe avec les organismes bilatéraux de soutien extérieur à Koningswinter en 1984, une série de réunions régionales et nationales des donateurs ont été organisées par l'OMS avec l'appui financier de la République fédérale d'Allemagne et du PNUD.

Une consultation régionale sur le soutien extérieur a eu lieu à Abidjan en novembre 1985. Des réunions consultatives de la Décennie se sont tenues au Lesotho, au Niger, au Zaïre et en Zambie.

Les RCD sont particulièrement intéressantes pour les gouvernements si une stratégie sectorielle a été élaborée avant la réunion. Les réunions ne sont pas des conférences d'annonce des contributions et elles exigent un suivi tant du gouvernement que des institutions qui y participent, pour obtenir le résultat souhaité, à savoir : augmenter le flux des ressources vers le secteur. Pour ce qui est du Zaïre, des ressources extérieures de l'ordre de US \$130 millions ont été promises depuis la réunion consultative de la Décennie par les organismes qui y participaient dont plus de la moitié avait été engagée à la fin de 1985.

Sur la base de l'expérience acquise jusqu'à présent, les directives pour la préparation et l'organisation de ces réunions ont été mises au point.

Sur une base inter-pays, une réunion est prévue à Lisbonne au Portugal du 18 au 21 avril 1988 avec l'appui financier du PNUD et de la GTZ pour discuter les progrès réalisés dans le développement sectoriel ainsi que les besoins, dans les cinq pays d'expression portugaise de la Région africaine, à savoir Angola, Cap-Vert, Guinée Bissau, Mozambique, Sao Tomé et Príncipe. Le Brésil participera également et présentera des éléments de coopération technique entre pays en développement (CTPD). La réunion est organisée par le gouvernement portugais avec l'assistance de l'OMS et les visites ont été effectuées en octobre et novembre 1987 par le personnel OMS dans tous les pays cités pour contribuer à la préparation d'une documentation de base. Tous les organismes de soutien extérieurs intéressés ont été invités, ainsi que les organismes internationaux, qui ont déjà indiqué leur volonté de fournir un appui à la réunion. Le suivi dans les cinq pays africains devrait être coordonné conjointement par l'OMS, le FISE et l'Equipe de Développement Sectoriel.

vii) Exemples de coopération inter-institutions à AMRO et SEARO

Les Représentants d'AMRO et de SEARO ont fait un exposé sur l'expérience qu'ils ont acquise dans le domaine de la coopération inter-institutions.

AMRO a conclu un accord officiel avec la Banque Inter-américaine de Développement et travaille en étroite coopération avec cette dernière et la Banque mondiale pour le développement sectoriel.

Un programme pour le développement systématique des capacités institutionnelles nationales est en cours depuis de nombreuses années en coopération avec l'IADB, le PNUD et la Banque mondiale.

Une réunion des responsables dans les Caraïbes et en Amérique centrale s'est traduite par un poste financé conjointement au Nicaragua et par l'échange d'informations sur des projets menés dans les Caraïbes.

Des réunions consultatives de la Décennie ont été organisées au Pérou, en Bolivie et au Guatemala, et font l'objet d'un suivi.

SEARO a une série d'activités de collaboration avec la Banque mondiale et le PNUD depuis le début de la Décennie. Le Projet de Services Consultatifs de la Décennie qui a porté sur l'élaboration de directives pour les programmes de soutien nécessaires aux projets de la Décennie a été financé par les fonds régionaux du PNUD. Le projet inter-pays sur la promotion du rôle des femmes dans le secteur est financé par le projet PNUD/PROWESS. Les projets de développement des services de santé au niveau du district bénéficient du soutien du fonds mondial du PNUD. Des projets de démonstration sur le développement de l'habitat en zone rural et en zone urbaine en Birmanie, au Sri Lanka et en Thaïlande sont financés par le PNUE.

ANNEXE 8

DOCUMENTS DE REFERENCE DE LA REUNION

1. Regional Resource Mobilization Profile for Africa, WHO, October 1985
2. Report on African Regional External Support Consultation in connection with the Internal Drinking Water Supply and Sanitation Decade, WHO, April, 1986
3. Guidelines for the Preparation and Organization of a Decade Consultative Meeting, WHO, October 1986
4. Plan of Action for CWS at District Level, CWS/WP/2, 1986
5. CWS Budget Data and Country Activities for 1988-1989, AFRO, CWS/RP/06, 9 December 1987
6. Proposition de Plan d'Action du Secteur Eau potable et Assainissement de Pays de la Sous-Région I, Bamako, 7 décembre 1987
7. Profil et Plan d'Action sectoriels pour la Sous-Région II
8. Sub-Region III - Water Supply and Sanitation Sector Profiles

Pour toute information complémentaire, écrire à

Monsieur l'Administrateur de l'Unité  
Approvisionnement Public en Eau et Assainissement  
EHE/CWS  
Organisation Mondiale de la Santé  
1211 Genève 27, Suisse